

Désinformation : ce terme montre que le gouvernement nous considère comme un ennemi à abattre

écrit par Julien Martel | 19 juillet 2021



Covid-19 et
désinformation : les
réseaux sociaux « tuent
des gens », accuse Jo...

Il y a 1 jour

Le nouveau terme à la mode des gouvernants et des médias mondialistes, c'est "désinformation".

Pourtant, ils venaient de populariser le terme "fake news".

Pourquoi alors ce déplacement lexical ? Est-il anodin ? Ou bien cache-t-il quelque chose de plus profond et de plus insidieux ?

Voyez les exemples suivants :

1er exemple



2e exemple



Covid-19 et
désinformation : les
réseaux sociaux « tuent
des gens », accuse Jo...

Il y a 1 jour

3e exemple



“Comme 9 enfants sur 10 ne sont pas encore vaccinés, le “Surgeon General” établit une riposte contre la désinformation”

4e exemple



AGENCE DE LUTTE CONTRE LES MANIPULATIONS DE L'INFORMATION La suite logique du laisser-passer sanitaire, c'est le laisser-passer réseaux sociaux. Il sera annoncé comme un moyen de lutter contre la “haine en ligne” et contre la “désinformation” et servira en fait à tuer toute pensée et tout discours qui s'écarterait de la propagande gouvernementale. – <https://www.gettr.com/user/lerreveildatlas>

FAKE NEWS

Une fake news est une nouvelle qui est fausse, une fausse information. “Fake” implique aussi l'idée que cette fausse information peut avoir été forgée, contrefaite, créée, façonnée par quelqu'un qui a l'intention de tromper. Mais ce n'est pas forcément cela, car cela peut juste être une erreur

involontaire.

Une fake news est donc soit créée volontairement (et ce dans le but de tromper), soit juste donnée involontairement par quelqu'un qui ne veut pas mentir, qui veut dire la vérité, mais qui dit des bêtises sans le faire exprès.

DÉSINFORMATION

Le terme de désinformation, quant à lui, renvoie de manière évidente et claire à une action volontaire de tromper en donnant de fausses informations.

Ce terme appartient au **domaine militaire**. Tromper l'ennemi en lui donnant des informations fausses sur les positions des troupes, le nombre de soldats, etc., pour que l'ennemi, croyant à ces fausses informations, prépare des attaques ou des défenses qui correspondent à ces fausses informations, mais qui ne correspondent pas à la réalité.

Le plus célèbre exemple de désinformation est le débarquement de Normandie. Les Alliés ont diffusé la fausse nouvelle, la fake news, que le débarquement allait avoir lieu dans le Nord Pas de Calais. Les Allemands ont alors massé l'essentiel de leur troupe de défense dans le Nord et le vrai débarquement a eu lieu ailleurs.



DÉSINFORMATION : UN SENS ACTIF ET UN SENS PASSIF

*** Désinformation (active)** : l'action de désinformer un ennemi ou une victime pour la tromper.

**** Désinformation (passive)** : le fait d'avoir été désinformé, le résultat de l'action de désinformation exercée par l'ennemi sur sa cible.

FAKE NEWS ET DÉSINFORMATION : RÉSUMÉ

Pour faire bref, une fake news, c'est une fausse info.

La désinformation*, c'est l'action volontaire de créer et de diffuser des fake news, des rumeurs fausses, de fausses infos afin de répandre la désinformation** dans les rangs de l'ennemi.

Un **désinformateur** est un agent qui vient répandre de fausses infos, de fausses rumeurs chez son ennemi afin de le vaincre. C'est un peu l'inverse d'un espion qui vient récolter en secret des informations, du renseignement. L'un essaie de balancer du faux, l'autre essaie de récupérer du vrai.

LA LUTTE GOUVERNEMENTALE CONTRE LA DÉSINFORMATION : VERS UN MINISTÈRE DE LA VÉRITÉ

Les gouvernements qui parlent de lutter contre la désinformation jouent sur le caractère ambigu du terme désinformation.

Ils parlent de l'état de désinformation de la population qui l'empêche de faire les bons choix, mais laissent également sous-entendre que si le peuple est désinformé, c'est parce qu'il y a des désinformateurs, désinformateurs qu'il faut donc combattre car ils représentent une menace pour la population.



Les gens qui remettent en question les carabistouilles du gouvernement sont ainsi considérés non plus comme des citoyens éclairés qui s'interrogent et qui débattent librement de questions politiques et sociales afin d'essayer de faire les meilleurs choix, mais comme des agents ennemis qui nuisent au pays et au peuple.

Ces gens qui questionnent le narratif bien ficelé des agences gouvernementales deviennent de dangereux manipulateurs d'opinion qui, par leurs discours fallacieux, mettent en danger la population.

Le gouvernement français et les autres instances mondialistes qui pratiquent la désinformation à l'échelle industrielle traitent de désinformateurs ceux qui pointent du doigt leurs mensonges éhontés et pervers.

Incroyable inversion de la réalité.

La vérité c'est le mensonge. Le mensonge c'est la vérité.

Et ce petit tour de passe-passe est d'autant plus facile à réaliser pour eux qu'ils contrôlent les grands canaux d'information à destination du public et qu'ils peuvent présenter aux citoyens ce qui les arrange comme ça les arrange ou ne pas parler de ce qui ne les arrange pas.

Puisqu'il y a sabotage de l'information, il faut empêcher le sabotage. Il faut donc lutter non seulement pour éliminer les fake news.

Mais cela requiert du temps, des compétences spéciales, des agents bien formés. Il faut donc logiquement mettre en place une **agence spéciale de lutte contre la désinformation**.

Cette agence n'aura rien à voir avec un **Ministère de la Vérité** du roman 1984, oh non rien à voir, ne vous inquiétez pas.

Cette agence sera démocratique et respectueuse des libertés. Évidemment.

Dans le roman *1984* de George Orwell, le **Miniver** est le **Ministère de la Vérité** (le nom est la contraction de la fonction ; en version originale, sous le nom de *Minitrue* pour *Ministry of Truth*).

Il s'agit d'un terme de *novlangue*, qui fait intervenir la *doublepensée*, puisqu'il s'agit en fait d'un ministère du mensonge, de la *propagande* : un organe du pouvoir qui réécrit l'histoire aussi souvent que « nécessaire ». Par exemple, quand l'Océania est en guerre contre l'Eurasia (et alliée à l'Estasia), le Miniver détruit tous les documents datant de l'époque où les alliances étaient inverses.

Pour éviter que les soi-disant “fake news” ne soient produites, on peut aussi carrément éliminer ceux qui les fabriquent. On pourra procéder à **l'élimination des opposants** en les emprisonnant ou même en les tuant, mais ça ferait désordre dans une prétendue démocratie. Cette dernière façon de faire ne doit être envisagée que pour les cas urgents et critiques, n'est-ce pas Hillary.

Une autre façon est de leur couper tout accès à la parole publique : par exemple en les privant de rassemblement ou en les privant de réseaux sociaux. Le nombre de comptes twitter ou facebook supprimés parce qu'ils exprimaient des vérités dérangeantes pour le pouvoir mondialiste se comptent par million. Critiquer l'islam : banni. Critiquer les LGBT : banni. Critiquer la mafia juive : banni. Critiquer le récit officiel sur le covid : banni. Poster des photos de chats ou des recettes de cuisine : ça passe.

La porte-parole de la Maison-Blanche vient d'innover dans cette voie en proposant une censure globale et définitive de l'individu sur tous les réseaux sociaux dès qu'il a dit une chose qui déplait sur un réseau social : “Vous ne devriez pas être banni seulement d'une plateforme et pas des autres si vous fournissez de la ‘désinformation’ là-bas.”

[//resistancerepublicaine.com/wp-content/uploads/2021/07/404_Not_Found_NOW_Psaki_on_de_platforming_American_citizens_You.](https://resistancerepublicaine.com/wp-content/uploads/2021/07/404_Not_Found_NOW_Psaki_on_de_platforming_American_citizens_You.)

[mp4](#)

Les déclarations de la Maison-Blanche ou des gouvernants français sur les questions relatives aux médias sociaux sont de plus en plus inquiétantes.

Et une autre façon de faire taire les opposants sans les assassiner, c'est de les tuer socialement : quelqu'un qui n'a plus de travail, qui est déprimé, qui est pauvre, qui n'a plus de quoi acheter à manger, n'a plus le temps de critiquer efficacement le gouvernement au pouvoir. Cet individu est soit trop déprimé, soit trop occupé à survivre pour avoir assez de temps à consacrer à la réflexion politique. Et admettons qu'il ait des choses à dire, sa portée est fortement réduite parce qu'il a moins d'influence sociale qu'avant.

Maintenant que nous cernons un peu mieux le problème, il faut élaborer une stratégie et trouver des armes efficaces pour affronter cette campagne de guerre menée par le gouvernement contre la liberté d'expression, la liberté de critiquer, la liberté de se rassembler, la liberté de participer à des réseaux sociaux de manière anonyme.

Une fois qu'on aura garanti la liberté d'expression et la liberté de se rassembler librement – c'était censé être acquis depuis la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 – eh bien cette liberté d'expression permettra à la vérité d'être découverte plus vite et cela permettra également aux gens de dépister beaucoup plus vite les mensonges gouvernementaux.

Textes et documents trouvés sur la chaîne telegram t.me/complotix et réagencés par

Julien Martel